HAL
open science

USAGES, GESTION ET INDUSTRIALISATION DE LA BIÈVRE DANS LE VAL-DE-MARNE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS

Karine Berthier

To cite this version:

Karine Berthier. USAGES, GESTION ET INDUSTRIALISATION DE LA BIÈVRE DANS LE VAL-DE-MARNE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS. 18èmes Journées Scientifiques de l'Environnement 2007: Environnement, Citoyenneté et Territoires Urbains, May 2007, Créteil, France. hal-00196684

HAL Id: hal-00196684

https://hal.science/hal-00196684v1

Submitted on 13 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

USAGES, GESTION ET INDUSTRIALISATION DE LA BIEVRE DANS LE VAL-DE-MARNE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS

Karine BERTHIER, *Laboratoire d'archéologie du Val-de-Marne,*
7-9 rue Guy Môquet 94800 Villejuif
Tél.: 01 47 26 10 00 ou 06 79 46 38 31
Courriel : karine.berthier@cg94.fr

Résumé

La confrontation des sources historiques avec les données issues des fouilles archéologiques a permis pour l'étude de ce tronçon de la rivière de Bièvre et de son affluent, le ru de Rungis, de mettre en évidence des aménagements à partir de la période gallo-romaine (aqueduc de Lutèce) et l'existence de moulins à blé sur le ru de Rungis. Les zones humides sont drainées et mises en culture à partir du Moyen Age, tandis que de nouveaux artisanats apparaissent le long de la rivière. Ces modifications du paysage transforment le cours originel de la rivière en simple fossé, alors que les biefs de moulins prennent le nom de « rivière vive » voire même celui de Bièvre. La rivière et ses nombreux bras morts se transforment en un véritable égout, nécessitant l'intervention des édiles municipales et l'apparition des projets de couverture durant la seconde moitié du XIXe siècle.

Mots-Clés : *Bièvre, aqueduc, moulins, blanchisserie.*

1. Introduction

Cette étude réalisée sur les « usages, gestion et industrialisation de la Bièvre dans le Val de Marne de l'antiquité à nos jours » a été financée par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et par le Conseil général, et elle a bénéficié du soutien technique et logistique de deux services du Conseil général du Val-de-Marne : la Direction des Services de l'Environnement et de l'Assainissement (DSEA) et le Laboratoire Départemental d'Archéologie (LAD). En coopération avec ce dernier partenaire, notamment dans le cadre de la carte archéologique[1], notre travail s'est déroulé en plusieurs phases. Tout d'abord, il a été fait une analyse des documents historiques ayant servi à l'élaboration de cette cartographie, permettant ainsi de définir des premiers axes de recherche. Les informations issues de différents ouvrages traitant de l'histoire locale ont ainsi été confrontées (Belgrand, 1877 ; Veyssière, 1947 ; Desguine, 1971), avec les documents d'origine permettant d'affiner l'histoire des transformations de l'habitat et de mettre en évidence le rapport de l'homme avec la rivière de Bièvre mais aussi avec son affluent de rive droite, le ru de Rungis. La recherche sur les aménagements hydrauliques, dans le département du Val-de-Marne, a été menée depuis la commune de Rungis jusqu'à celle de Gentilly, soit sur six communes du département, avant son entrée dans Paris. Toutefois, des communes, comme Wissous et Antony, situées hors du département ont

[1] Référente Mme Arroyo-Bishop.

également été prises en compte car leur histoire s'est révélée indissociable des agglomérations val-de-marnaises.

Le dépouillement des archives conservées dans plusieurs dépôts a, tout d'abord, permis de réaliser le recensement de plus de 300 plans figurant l'occupation humaine dans la vallée de la Bièvre et du Plateau de Longboyau, auquel il faut ajouter les cadastres napoléoniens[2]. Une photothèque des ces documents a été créée pour l'ensemble des sources cartographiques, du XVIIe au XXe siècle, conservées dans les différents dépôts d'archives[3]. Ces documents, en grande partie inédits, ont ensuite été saisis sous forme d'une base de données et fiches d'archives, réalisées avec le logiciel « FileMaker Pro 6 ». Un dépouillement des archives des anciens établissements religieux et des grands propriétaires laïcs, possessionnés dans la vallée de la Bièvre, a été réalisé afin de relever toutes les mentions concernant la rivière mais aussi ses affluents, que ce soit des données concernant les aménagements hydrauliques comme les moulins, pêcheries, la création de canaux ou bien le captage de sources et cela de la période médiévale à nos jours. Par la suite, devant l'importance des informations trouvées, il est vite apparu qu'il était nécessaire, pour la compréhension de ce cours d'eau, d'élargir l'enquête à la fois à d'autres séries d'archives mais également à d'autres dépôts que celui des Archives nationales[4]. Les textes, issus des documents d'archives, ont été saisis volontairement sous « Word » par lieu géographique, thématique et par chronologie, fournissant ainsi une masse complémentaire d'informations. Les données historiques ont également été ajoutées à la base de données des cartes archéologiques, et saisies sur le SIG (Système d'Information Géographique) du laboratoire départemental d'archéologie, permettant ainsi d'affiner certaines datations de sites archéologiques. La DSEA, souhaitant exploiter ce travail dans le cadre de ses propres compétences, a développé des outils cartographiques reprenant les plans issus de ce travail et permettant de créer une cartographie évolutive de la vallée, avec la prise en compte des différents aménagements au cours des siècles, et la mise en évidence des différents tracés de la rivière[5]. Les éléments représentés sur les documents anciens ont été saisis et superposés sur le référentiel actuel, c'est-à-dire le fond de plan 1/2000e du Conseil général du Val-de-Marne, au moyen du logiciel Géomédia et intégrés au SIG du service cartographique de la DSEA. De plus, à chaque objet saisi dans la base de donnée du SIG, un lien a été créé vers la base de données du laboratoire départemental d'archéologie. A partir de ce moment toutes les données de la base du LDA sont exploitables dans le SIG et chaque objet est associé à ces données (date, auteur, etc…). Dans un premier temps, toutes les images du cadastre Napoléonien, au nombre de 30, ont été intégrées car nous avions là un document

[2] Les atlas de cartes, les plans terriers ont été comptabilisés une seule fois et non au nombre de feuillets.

[3] Les photographies ont été faites par Bernard Allard, Didier Barrau du LDA et Karine Berthier.

[4] En effet, si à travers les quelques cartulaires conservés émanant de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, il a été possible d'appréhender l'activité humaine, notamment en lien avec l'exploitation du sol et la mise en place de moulins et de canaux, les manuscrits comme les censiers ou bien les terriers ont permis de comprendre l'évolution de l'habitat mais aussi l'économie d'un terroir ; pour suivre l'évolution de la Bièvre sur le temps long, d'autres documents devaient être analysés. Pour la période moderne, la majorité des actes utilisés sont soit des actes notariés soit des procès-verbaux de visites, fournissant essentiellement des renseignements sur l'évolution du parcellaire, les changements de propriétaires et surtout des descriptions souvent d'ordre technique des bâtiments et des aménagements des grands domaines présents dans la vallée. Pour la période contemporaine, la recherche s'est plutôt orientée sur les actes traitant des différents projets de couverture de la Bièvre et sur les registres de délibérations des communes traversées par le cours d'eau, tout en prenant en compte l'évolution de l'habitat et l'impact industriel sur la rivière.

[5] Cette cartographie a été réalisée sous la direction de Jean-Claude Linca. Pour certaines images, au format numérique JPG, un problème de distorsion est apparu du fait d'un nombre de point de calage insuffisant ou mal situé dans l'espace géographique. Par choix, nous avons favorisé, comme objets à incorporer dans la base de données du SIG, les éléments du réseau hydraulique associé à la Bièvre.

recouvrant l'ensemble de la zone d'étude[6], puis à ces données du XIXe siècle, nous avons ajoutés des plans plus anciens afin de visualiser l'évolution de l'emprise anthropique dans la vallée de la Bièvre.

La rivière de Bièvre est un affluent de la rive gauche de la Seine dont le bassin versant se répartit entre plusieurs départements de l'amont vers l'aval : les Yvelines, l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et Paris. Depuis sa source entre les villages de Bouviers et de Guyancourt, au sud de Versailles, la Bièvre parcourt environ une quarantaine de kilomètres jusqu'à son exutoire naturel à l'emplacement actuel de la gare d'Austerlitz. Sur son tracé, la rivière reçoit l'apport en eau de plusieurs affluents. Seule la Bièvre dans son parcours dans le Val-de-Marne, ainsi que le ru de Rungis, son affluent de rive droite, seront abordés dans cet exposé. La Bièvre, actuellement, présente un débit d'étiage de 100 à 200 l/s. et en temps de pluie le débit monte très vite, mais il est cependant limité en sortie du bassin d'Antony à 3 m^3/s., le ru de Rungis a un débit, temps sec, de 10 à 15 l/s. Il est alimenté en tête par des résurgences de la nappe superficielle contenue dans les calcaires de Brie (avec de nombreux captages et drainages) et à son exutoire en Bièvre, son débit est de 25 à 35 l./s. grâce à l'apport des rus des Glaises et du Bois Charlet. Le bassin versant de la Bièvre, d'une superficie d'environ 183 km^2, est délimité principalement par celui de l'Yvette et celui de la Seine. La Bièvre présente une vallée fortement encaissée encore perceptible dans le paysage des communes du Val-de-Marne. La rive gauche appartient au plateau de Beauce, avec une altitude variant entre 90 et 100 m au niveau des communes de Bagneux et de Bourg-la-Reine, tandis que la rive droite est rattachée au plateau de Villejuif, avec des altitudes comprises entre 110 et 120 m. Les pentes des coteaux, relativement importantes, de 10 à 20 %, favorisent le ruissellement et l'apparition rapide de crues lors d'orages. La rivière s'écoule en méandres divagants c'est-à-dire non encaissés, et avec des chenaux se divisant et se recoupant fréquemment, entraînant à chaque modification de régime un changement de lit, contribuant ainsi à la création de nombreuses prairies marécageuses (Bader, 1998). Entre Antony et Paris, la largeur de la rivière est d'environ 1,5 m. Les analyses, effectuées lors de la fouille archéologique du « bassin d'Arcueil » en 1998, révèlent que les niveaux holocènes reposent directement sur les alluvions anciennes, traduisant une importante lacune sédimentaire couvrant probablement le Pléistocène récent (Rodriguez, Fleury-Chassignol, 1998)[7]. Les analyses des échantillons prélevés sur la coupe principale, Est-Ouest, de ce chantier montrent que ceux-ci proviennent de milieu de décantation (bras mort ou marécage), démontrant ainsi que la Bièvre dans ce secteur coulait dans une vallée à fond plat et marécageux, en méandres et formait des chenaux anastomosés. De plus, un des échantillons semble indiquer, qu'au cours de la période bio-climatique du Subatlantique, selon les éléments archéologiques, la rivière présentait soit un débit plus important lui permettant de charrier des matériaux, soit une colonisation anthropique des berges ou plus vraisemblablement un défrichement des versants au cours de la période protohistorique. Cependant, des découvertes faites dans la vallée montrent que sur d'autres sites, ces alluvions de bas niveaux ont été préservées de l'érosion. Ainsi, à Cachan, deux diagnostics archéologiques, à l'emplacement de l'Ecole Normale Supérieure, ont permis de dégager ce niveau d'alluvions qui se présentait sous forme d'horizon régulier de limon de débordement, sableux jaune, avec dans la partie pédogénéisée des vestiges protohistoriques (Mousset, 1995). Les analyses géomorphologiques du « bassin

[6] Les autres documents disponibles étant souvent plus anciens donc plus hétérogènes quant à leur date et leur représentation sur l'ensemble de la zone d'étude.

[7] Les études réalisées par la Direction des Services de l'Environnement et de l'Assainissement (DSEA) du Conseil général du Val-de-Marne, *Mémoire géologique. Documents généraux, rive droite de Bièvre, bassin de retenue rive gauche de Bièvre, Bièvre canalisée*, étude des forages et sondages carottés, en 1993, montrent que l'encaissement majeur de la Bièvre, dans les terrains tertiaires, atteignait la cote de 33 m NGF à Arcueil, soit près de 6 m sous le niveau actuel, et présentait une couverture peu épaisse d'alluvions anciennes.

d'Arcueil » montrent que les alluvions postglaciaires qui rehaussent le fond du lit de la Bièvre pratiquement jusqu'au niveau actuel (accumulation argilo-vasardes de 7 m. au plus épais, à passes organiques avec bois, feuilles, noisettes) renferment en profondeur du mobilier de l'Age du Fer et en son sommet des éléments médiévaux. Ces découvertes établissent que, dans ce secteur, l'essentiel du colmatage du vallon s'est opéré au Subatlantique et qu'il s'est poursuivi au cours des périodes historiques. Les découvertes archéologiques recensent une occupation de la vallée dès la Préhistoire en rive gauche, notamment avec des découvertes sur la commune d'Arcueil et en rive droite sur le Plateau de Villejuif. A partir de la période néolithique, l'occupation s'accentue sur le plateau, mais également à proximité de la rivière[8]. Les premiers aménagements concernant le cours d'eau apparaissent au cours du IIe siècle ap. J.-C, et il est probable qu'ils aient modifié le régime de certains ruisseaux traversant les communes actuelles de Wissous et de Rungis. Afin d'alimenter en eau des quartiers de Lutèce, et des thermes, un aqueduc, long de 16 km, est construit à partir d'un captage de sources à Wissous et conduit l'eau par une pierrée souterraine. Le point le plus resserré de la vallée à Arcueil est franchi au moyen d'un pont aqueduc, haut de 14 m et long de 330 m. (Busson, 1998 ; Naudet, 2001).

2. La maîtrise de l'eau du Moyen Age au XVIIe siècle

2.1 Le captage des sources et la mise en valeur des grands domaines seigneuriaux

Dans plusieurs villages de la vallée, des sources sont captées afin d'alimenter des fontaines privées et publiques ainsi que des lavoirs. Ces eaux, probablement fréquentées au cours de la période gallo-romaine, font l'objet d'aménagement à la période médiévale. Geoffroy Cocatrix, au début du XIVe siècle, obtient des religieux le droit de faire venir une partie des eaux de la source, située « au lieu de la Fontaine de Saint-Germain » sur le versant est de la vallée[9]. Plusieurs toponymes font référence à des sources : à Rungis, un texte de la fin du XVe siècle indique une voie d'accès menant à une source d'eau vive, appelée la « fontaine de Rungis[10], à L'Haÿ en 1541, des vignes se trouvent *Sous la fontaine et la Voierie*[11], et à Antony, vers la même date, il est mentionné des pièces de vigne au lieu dit « la fontaine de Saulx »[12]. Au début du XVIIe siècle, des accords interviennent entre les habitants et les grands propriétaires. En contrepartie du droit de prélever une certaine quantité d'eau sur les sources, ces derniers s'engagent à aménager des fontaines ou des lavoirs. A Arcueil, André Hurault, seigneur de Maisse, conseiller du roi, est autorisé à prendre dans la fontaine publique une certaine quantité d'eau pour « son jardin et sa maison vulgairement appelée « le chatiau » (Veyssière, 1947), à Fresnes le châtelain de Berny, en échange de « la moitié de l'eau de la fontaine qui est proche de l'église de Fresnes et de l'abreuvoir y attenant pour sa maison de

[8] Renseignements communiqués par Myriam ARROYO-BISHOP, chargée de la carte archéologique, laboratoire départemental d'archéologie du Val-de-Marne.

9 Il s'agit d'un personnage d'une importance considérable. Ce bourgeois de Paris a été échanson de Philipe le Bel, et a fourni les armées royales. Il a participé aux finances royales en levant des impôts et il a consacré une partie de sa fortune à l'acquisition de terres dans la vallée de l'Essonne, de maisons à Paris, et à prendre en location le moulin du Roi à Corbeil.

[10] Arch. nat., S 1575, censiers de l'abbaye de Sainte-Geneviève, f° 2r, 1476-1496 ; Arch. nat., S* 1810, terrier de Rungis, f. 19, 1772.

[11] Arch. nat., Minutier Central, étude CXXII, 189, notaire Nicolas L'Ainé.

[12] Arch. nat. S* 3077, papier censier et registre de la recette des cens et rentes de la terre et seigneurie de Fresnes les Rungis, appartenant à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés de l'année 1545, f° 8, collationné en 1734.

Berny » fait couvrir les sources alimentant l'abreuvoir, et reconstruit le lavoir et l'abreuvoir[13]. A Wissous, c'est le chapitre de Notre-Dame, seigneur du lieu, qui accorde à Claude de la Noue, marchand orfèvre, tant pour la décoration du village et commodité des habitants que pour sa propriété, de prendre un pouce d'eau d'une fontaine appelée vulgairement « la fontaine de l'Orme », mais il doit cependant aménager un accès pour le bétail à l'abreuvoir[14].

La proximité de Paris attirent sur les bords de la rivière, dont les charmes sont chantés par plusieurs poètes, les membres de la noblesse ainsi que les notables parisiens qui acquièrent des terrains traversés par le cours d'eau afin d'aménager leur jardin (Desguine, 1975). L'alimentation en eau de ces nouveaux domaines entraîne des modifications du cours de la rivière : des canaux sont creusés contribuant à l'abandon et au comblement du lit « originel » du cours d'eau. A la fin du Moyen Age, les anciens châteaux seigneuriaux, abandonnant leur rôle défensif, font également l'objet de réaménagements importants. Les mottes féodales, comme celle de Berny, sont négligées et tombent en ruines au profit de nouvelles constructions. Autour des douves s'organisent désormais des grands parcs clos, comme à Tourvoye, où des parterres et fontaines sont édifiés. Avec le XVIe siècle, les renseignements commencent à se multiplier : des marchés signalent la construction de fontaines monumentales, comme à Cachan et à Gentilly où des sculptures sont associées à des décors floraux (Grodecki, 1986)[15]. Les zones d'implantations des jardins font l'objet de drainage permettant de retenir l'eau dans des bassins ou bien d'alimenter des grottes. A Arcueil et à Gentilly, des terrains sont nivelés afin d'établir des jardins en terrasse favorisant la vue sur le cours d'eau. Les comptes de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés signalent, dans la plaine de Cachan, la mise en place de fossés drainant les zones marécageuses, permettant d'irriguer les prairies[16], mais il est vraisemblable que ces rigoles aient été creusées antérieurement et qu'il s'agisse ici d'une remise en état. En bordure des berges, des saules sont plantés afin d'assainir le sol, et fournir le bois pour les vignes[17].

[13] Arch. nat., S 2906, abbaye de Saint-Germain-des-Prés, anciens titres de propriété de la terre de Berny et du fief de la tour d'Antony, contrats d'acquisition de Pierre et Nicolas Brûlart, du Président de Bellièvre(?) et de Hugues de Lionne, 1462-1687.

[14] Arch. nat., Minutier central, étude XLV, 135.

[15] Arch. nat., Minutier central, étude CVII, 31. En 1575, le cardinal de Bourbon, abbé de Saint-Germain-des-Prés commande, pour sa demeure de Cachan, à François Duham, maître tailleur de marbre et de pierre dure, deux vasques pour sa fontaine ; Trois ans plus tard, à Gentilly, Jean Gobelin, fait construire une fontaine avec deux bassins dont le sommet sera décoré d'une sculpture en forme de poissons. La propriété de Jean Gobelin est bordée à l'ouest par la rive droite de la rivière de Bièvre.

[16] Arch. nat., LL 1112, comptes de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, f° 42r et 355v, 1478-1488.

[17] Arch. nat., LL 1115, comptes de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, f° 13, 1505-1506.

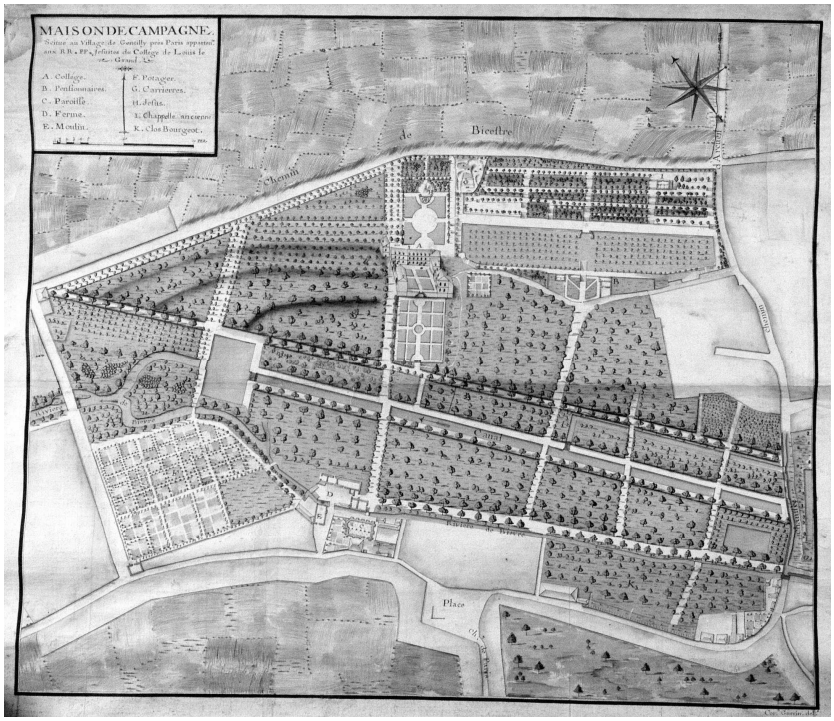

Figure 1 : La maison de campagne des Jésuites à Gentilly, fin XVIIe siècle (CHAN, NII Seine 171)

2.2 Moulins et pêcheries

A côté de sa propre force et celle de l'animal, la puissance de l'eau est, grâce au moulin, la première source d'énergie dont dispose l'homme au Moyen Age. Si à l'époque romaine déjà, des moulins à eau écrasaient le blé en Occident, les siècles médiévaux sont ceux de la multiplication des roues hydrauliques. Dès le haut Moyen Age, la région parisienne possède de nombreux moulins à blé. Pour exemple, il suffit de regarder l'inventaire des revenus de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, connu sous le nom de polyptique d'Irminon qui recense une quarantaine de moulins, établis sur différentes rivières (Lohrmann, 1989 ; Champion, 1996). Les recherches menées sur les moulins à eau, durant les périodes médiévale et moderne, de la vallée de la Bièvre, de Wissous à Gentilly, permettent de recenser en tout onze moulins à eau, dont sept sur la rivière de Bièvre et quatre sur le ru de Rungis[18]. Cependant, il faut toutefois rectifier les informations issues des sources écrites puisque la seule découverte archéologique d'un vestige de bief sur la Bièvre permet de le dater du VIIIe siècle ap. J.-C., prouvant ainsi un aménagement plus ancien. Le rôle des grands établissements religieux parisiens dans la construction de ces installations doit être nuancé, car si les moines restent les principaux constructeurs de moulin, de nombreux laïcs semblent à l'origine de l'édification. Ainsi, à Arcueil, en 1060, c'est un laïc qui cède le terrain à l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs pour édifier la future usine (Veyssière, 1947). Entre Cachan et L'Haÿ, en 1145, un dénommé Gilbert reçoit l'autorisation de tenir en fief de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, le moulin qu'il a fait bâtir à ses frais sur les terres du monastère[19]. Sur le ru de Rungis, il est rappelé que le « moulin Jumeau » a été bâti, en 1370, par Colin Rat[20]. Toutes ces installations servent à produire de la farine. Conjointement à la construction des bâtiments, des biefs sont

[18] A Berny, le moulin dit Berny 1 est déplacé à la fin du Moyen Age pour être construit en aval du château du même nom. Le premier moulin est détruit et sur la carte le second moulin est indiqué « Berny 2 ».
[19] Arch. nat., LL 1026, abbaye de Saint-Germain-des-Prés,cartulaire B, f° 112.
[20] Arch. nat., S 1575, abbaye de Sainte-Geneviève, censier, 1476-1496.

réalisés en amont afin de conduire l'eau à la roue. Une vanne barre la rivière créant une dérivation dont la pente plus importante que le cours d'eau, permet de faire tourner la roue. Pour exemple, le bief du moulin de Gentilly, creusé sur le coteau ouest de la vallée, présente une longueur d'environ 500 m. Dans la zone d'étude, toutes les installations repérées, à l'exception des moulins de Saint-Joye sur le ru de Rungis, et d'Antony sur la Bièvre, où la roue est alimentée par-dessus, sont équipées de roue actionnée par-dessous et sont établis sur des biefs[21]. Les sources écrites indiquent également d'autres aménagements. Des pêcheries sont mises en place sur le cours d'eau. A Cachan, en 1302, les bénédictins de Saint-Germain-des-Prés concèdent à Geoffroy Coquatrix le droit de pêche dans la rivière dans l'étendue de leur seigneurie de ce village[22]. Cette même abbaye possède à Antony un vivier alimenté par la fontaine de Saulx et dont le trop plein se déverse dans la rivière[23]. Gérard Houssier, seigneur de Berny, reconnaît, en 1461, détenir le droit de pêche dans une partie du ruisseau de Berny jusqu'à la Bièvre, à cause du moulin de Berny où une fosse à poissons est construite[24].

[21] Pour les informations concernant les mécanismes externes et internes, les « tournants et travaillants, je renvoie à mon article « Transformation et gestion d'une rivière du Moyen Age à nos jours : la Bièvre val de marnaise » à paraître dans les actes du colloque *Des rivières, des hommes, une longue histoire*, des 4 et 5 novembre 2005. Le moulin de Berny 1 est détruit et reconstruit à la sortie du canal de Berny.
[22] Arch. nat., LL 1052, abbaye de Saint-Germain-des-Prés, table des cartulaires, f° 41v, XIVe siècle.
[23] Arch. nat., S 2886, abbaye de Saint-Germain-des-Prés, circulation de l'eau dans Antony, 1707.
[24] Arch. nat., S 2907, abbaye de Saint-Germain-des-Prés, Berny et Fresnes, 1362-1690.

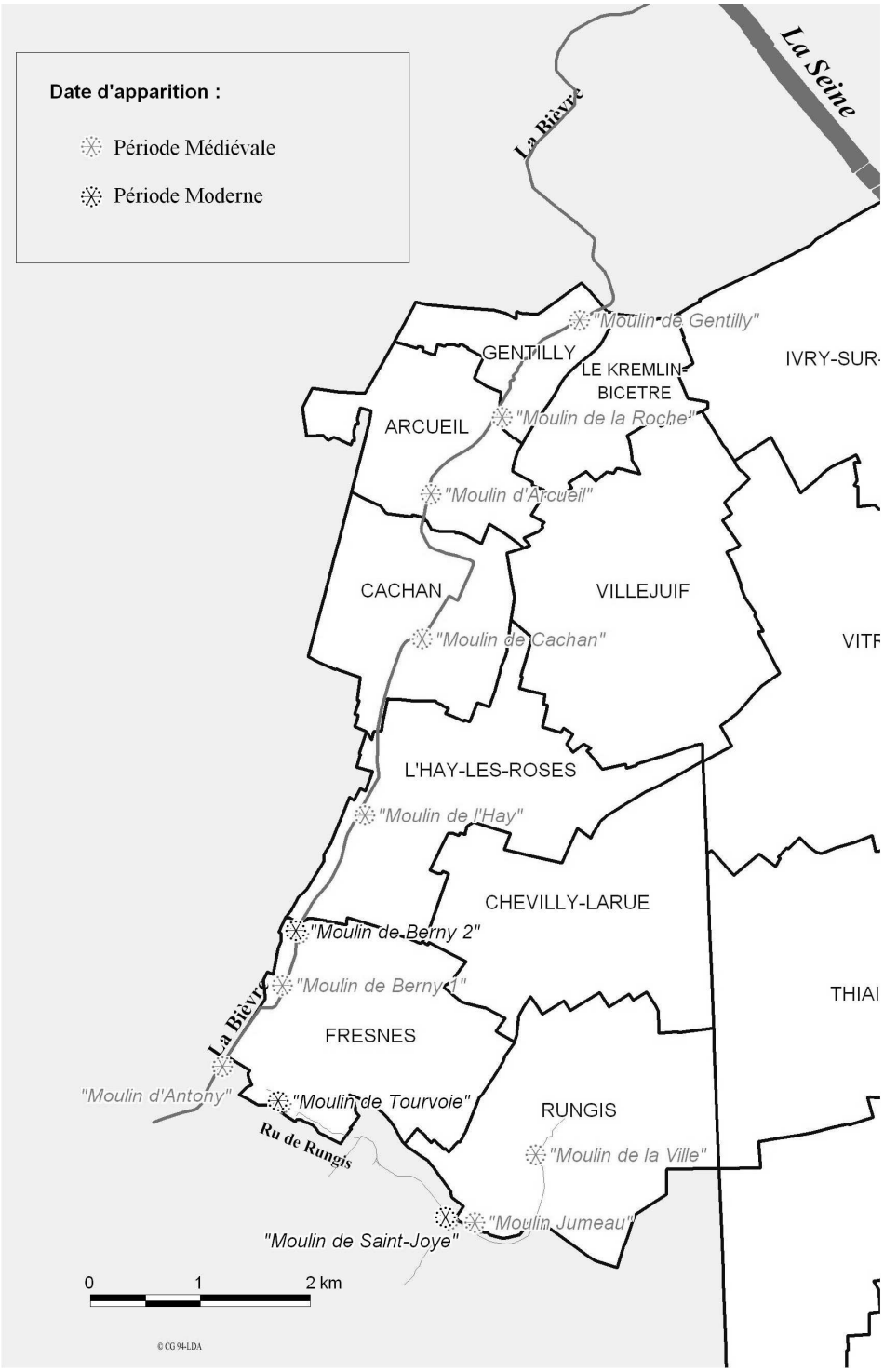

Figure 2 : Les moulins à blé sur la Bièvre et le ru de Rungis

2.3 L'exploitation du chanvre

Ces deux industries ont fortement marquée la vallée de la Bièvre aussi bien dans Paris qu'en amont. La culture du chanvre dans la vallée de la Bièvre, signalée dans les sources écrites du XVe siècle, est une activité artisanale rurale pratiquée aux périodes plus anciennes. La culture du chanvre exige un climat tempéré, des sols meubles, légers, suffisamment humides mais non noyés. Les sols alluviaux, abondants dans le bassin de la Bièvre, lui conviennent donc parfaitement. A une époque où le coton n'est qu'un produit d'importation relativement rare, le

chanvre représente, avec le lin, une source de textile végétale essentielle, à côté de la laine qui demeure la matière première de l'activité textile. C'est une plante oléagineuse dont la graine est utilisée pour faire de l'huile, soit à usage alimentaire, soit comme combustible. Le chanvre, grâce à la teneur de ses feuilles en éléments psychotropes, est également utilisé pour ses qualités médicinales. La tige de chanvre renferme des cellules ligneuses qu'il faut séparer de leur gangue afin de les rendre utilisables pour le filage et le tissage. A cet effet, les tiges, après avoir été coupées, sont plongées dans l'eau pendant plusieurs semaines. Afin de profiter d'eau courante et non stagnante, des fosses sont implantées directement dans la rivière et on en trouve aussi bien sur le ru de Rungis qu'à Arcueil et Gentilly[25]. Malgré les arrêts interdisant le rouissage du chanvre, notamment celui de 1678, l'inspecteur Quirot, lors de sa visite de la Bièvre, signale à de nombreux endroits du chanvre mis à rouir à Arcueil[26], à Gentilly, à la sortie du clos des Jésuites[27]. En amont, à Rungis, il mentionne dans les marais Jumeau, quatre fosses construites sur des rigoles recevant les eaux des sources alimentant le ru de Rungis[28], et trente-sept fosses établies sur le ruisseau de Wissous, à proximité du château de Montjean[29]. La nocivité des rejets, la menace d'eutrophisation de la rivière, apparaissent donc bien perçues, de façon empirique, par les utilisateurs de la rivière qui essayent de préserver le peuplement piscicole.

3. Une transformation de la vallée du XVIIe à nos jours

3.1 L'aqueduc Médicis et le captage de sources

Au début du XVIIe siècle, Henri IV ordonne la construction de nouvelles fontaines alimentées par les sources du Pré-Saint-Gervais, et fait remettre en état l'aqueduc et les conduites de Belleville (Benoit, Berthier, 2001 ; Bresc-Bautier, 1992). Parallèlement à ces travaux, la construction de la pompe de la Samaritaine est entreprise afin d'alimenter les palais royaux et les fontaines de la rive droite. Cependant, la rive gauche, malgré la présence de puits, souffre d'un important manque d'eau. La permanence dans le paysage à Arcueil et la découverte à la fin du XVIe siècle des vestiges de l'ancien aqueduc antique contribuent à une nouvelle étude sur les nombreuses sources présentes autour des villages de Wissous et de Rungis. Deux bourgeois de Paris, François Rousselet et Nicolas Carel effectuent des voyages sur le terrain afin d'étudier la possibilité d'amener l'eau de ces sources sur la rive gauche de Paris et des terres commencent à être acquises en prévision des travaux, mais l'assassinat d'Henri IV interrompt le projet (Desguine, 1971)[30]. En 1612, Marie de Médicis, alors régente, achète dans le faubourg de Saint-Germain-des-Prés, le domaine du duc de Luxembourg, afin d'y construire son nouveau palais (Portes, 2005)[31], et relance le projet d'aqueduc afin d'alimenter

[25] Bibl. Hist. de la Ville de Paris, rés. 10 354, visite de la rivière de Bièvre, depuis sa source jusqu'à son embouchure avec la Seine, p. 38, 1715.
[26] Bibl. Hist. de la Ville de Paris, rés. 10 354, visite de la rivière de Bièvre, depuis sa source jusqu'à son embouchure avec la Seine, p. 38, 71 et 72, 1715.
[27] Bibl. Hist. de la Ville de Paris, rés. 10 354, visite de la rivière de Bièvre, depuis sa source jusqu'à son embouchure avec la Seine, p. 49, 1715.
[28] Bibl. Hist. de la Ville de Paris, rés. 10 354, visite de la rivière de Bièvre, depuis sa source jusqu'à son embouchure avec la Seine, p. 72, 1715.
[29] Bibl. Hist. de la Ville de Paris, rés. 10 354, visite de la rivière de Bièvre, depuis sa source jusqu'à son embouchure avec la Seine, p. 71, 1715.
[30] Arch. nat., E 38B, arrêts du Conseil, f° 183, année 1612-1613 ; Arch. nat., Minutier central, étude XVIII, liasse 147, f° 175.
[31] Bibliothèque du Sénat, M170, « acte d'acquisition de l'Hôtel de Luxembourg par Marie de Médicis, 2-16 avril 1612 » dans *Reliure factice contenant les actes relatifs au Palais du Luxembourg*.

en eau sa nouvelle propriété. La ville de Paris, après avoir pris l'avis de plusieurs spécialistes comme fait réaliser un devis « des ouvrages qu'on doit faire aux fontaines de Rungis »[32]. En octobre 1612, le chantier est finalement adjugé à Jean Coin, maître maçon qui s'engage à fournir la quantité de 30 pouces d'eau par jour au regard du roi, c'est-à-dire environ 400 litres par minute, en toutes saisons[33]. Les travaux débutent tout d'abord par les « les canaux et voûtes » qui doivent être faits « dans les tranchées qui avaient été creusées par le duc de Sully pour ramasser toutes les eaux »[34]. Des maisons, des terrains[35], ainsi que des carrières[36], sont achetés en bordure du tracé de l'aqueduc antique à Arcueil et Cachan. Le terrassement débute dès 1613 et emploie jusqu'à 600 ouvriers (Desguine, 1971). La construction du pont aqueduc est ralentie et même interrompue au cours de l'année 1614, car la hauteur et le poids du pont ne permettent pas de l'asseoir sur les vestiges de l'aqueduc antique comme cela avait été envisagé. Un nouveau projet est réalisé par Thomas Francine[37]. En 1617, le canal depuis Rungis jusqu'au bout du pont aqueduc est presque achevé, et le pont est édifié sur toute sa longueur et sur 23 m de haut, les 7 regards jusqu'à Gentilly sont également terminés et la fin des tranchés est envisagé pour l'année 1618[38]. A l'amont, le chantier prend du retard puisqu'en 1620, des ouvriers construisent encore un des regards du pont aqueduc dans un jardin d'Arcueil et la voûte est enfin posée sur le pont[39]. Les eaux coulent officiellement dans les conduites le 18 mai 1624. Du premier regard au dernier, regard de l'Observatoire, les eaux sont captées à une altitude de 75 m pour aboutir au grand regard de l'Observatoire à 57 m. L'aqueduc présente une longueur de 13 km pour une pente moyenne de 1,4 %, et il reçoit sur son parcours l'apport de plusieurs sources, toutefois de nombreuses concessions ayant été accordées[40], l'eau arrive difficilement aux fontaines. De nouvelles sources sont recherchées à partir de la seconde moitié du XVIIe siècle, aboutissant au captage des sources de la Pirouette, à Rungis, et des Maillets, à Wissous, et à la construction de l'aqueduc du Paray (Belgrand, 1877)[41].

---

[32] Bibliothèque de l'Arsenal, manuscrit 3937, années 1611 à 1623, f° 34. Ces experts sont Louis Métezeau, *architecte du roi*, Alleaume, *architecte et ingénieur*, Thomas Francine, *conducteur des fontaines et grottes du roi*, Hugues Cosnier, *conducteur des œuvres du canal de Loire*, et enfin Jean Lintlaer, *gouverneur de la pompe de la Samaritaine*.

[33] Arch. nat., S 447, Notre-Dame de Paris, Wissous, XVIIe-XVIIIe siècle ; Arch. nat., E 38A, arrêts du Conseil, f° 288-295. En prenant 1 pouce d'eau = 13,33 litres/seconde.

[34] Bibliothèque de l'Arsenal, manuscrit 3937, années 1611 à 1623, f° 67. Mémoire manuscrit des fontaines et aqueducs de Paris.

[35] Arch. nat., Minutier central, étude LXIV, Garnon Absalon, rue de la Harpe, registre 14 ; Arch. nat., Minutier central, étude CV, étude Viard (Pierre), rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Paul, liasse 319 et 320 ; Arch. nat., Minutier central, étude CV, Viard (Pierre), rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Paul, liasse 322 ; Arch. nat., Minutier central, Baudouin Claude, CVII, registre 110, f° 207.

[36] Arch. nat, Minutier central, étude LXIV, registre 13, f° 135 et f° 859.

[37] Arch. nat., E 47B, arrêts du Conseil, f° 112-113, 1614 ; Arch. nat., O1 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle ; Arch. nat., O1 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle. Francine estime le coût de la construction de l'aqueduc à 95 000 livres selon un mémoire rédigé en italien et vraisemblablement par Francine lui-même.

[38] Arch. nat., O1 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle.

[39] Arch. nat., O1 1595, eaux et fontaines, Paris, Arcueil, Rungis, Saint-Germain-en-Laye ; Arch. nat., Z1F 565, registre où sont transcriptz les arrests du conseil, lettres patentes et provisions d'officiers, commencé en janvier 1620, fol. 20 et 68, aqueduc d'Arcueil, travaux pour l'établissement des conduites, f° 20v-21v, 1620.

[40] Bibliothèque de l'Arsenal, manuscrit 3937, années 1611 à 1623, f° 200 ; Arch. nat., O1 1595, eaux et fontaines, Paris, Arcueil, Rungis, Saint-Germain-en-Laye. Avec au dos du document, en italien, « copia del contra do p. aqua di Mor le Prisidant Sciavaleari, mezo polro 1/2 », 1629 ; Arch. nat., O1 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle.

[41] Bibliothèque de l'Arsenal, manuscrit 3939, années 1644 à 1684, f° 40-41 et 61 ; Arch. nat., S 2874, abbaye de Saint-Germain-des-Prés, eaux de Cachan, XVIIe-XVIIIe siècle. Entre Cachan et L'Haÿ, d'autres sources sont captées et dirigées dans l'aqueduc au cours de la même période.

A partir du XVIIe siècle, le paysage meunier de la vallée se transforme profondément. Avec le captage des sources dans le secteur de Rungis pour alimenter l'aqueduc de Médicis, plusieurs plaintes apparaissent, notamment de propriétaires de moulins établis sur le ru de Rungis. Les entrepreneurs versent des sommes d'argent, en dédommagement du préjudice, aux différents établissements religieux, propriétaires des installations[42]. En 1628, l'Hôtel-Dieu reconnaît avoir consenti « à déplacer son moulin qui gênait les travaux »[43]. Quelques années plus tard, c'est l'abbaye de Sainte-Geneviève qui abandonne toutes protestations, concernant les expropriations dont elle a fait l'objet. Les religieux admettent avoir reçu en compensation la somme de 150 livres et pour leur moulin, ils demandent simplement le versement du cens de 35 livres chaque année[44]. En 1634, le sieur de Saint-Martin, en tant qu'héritier des entrepreneurs, achète les moulins de Tourvoye et de Jumeau[45]. Le captage de la source de Rungis pour alimenter l'aqueduc Médicis a entraîné la disparition des moulins du ru de Rungis.

3.2 Une permanence industrielle

Sous l'ancien régime, la gestion de la rivière et des différents canaux semble s'organiser sans conflits majeurs et afin de financer le curage des rivières « vive et morte », les riverains sont imposés. Les grandes prairies parfaitement drainées, entre Cachan et L'Haÿ, au bas du village de Fresnes, sont désormais des zones traversées par une multitude de fossés, pouvant également servir de zones d'étalement des crues. Avec la Révolution, cette belle organisation s'effondre. Le ministre de l'Intérieur, appelé à statuer sur le règlement de 1732, émet des doutes sur sa cohérence avec l'esprit révolutionnaire, notamment en dénonçant le fait que se soit « des fabricants et chefs d'usines » qui contribuent à la police de la Bièvre, et non les représentants de l'autorité publique, et il désapprouve les privilèges accordés aux riverains du cours d'eau au détriment des autres citoyens[46]. Les « commissaires » décident de rédiger une nouvelle loi, reprenant l'arrêt de 1732, et dans laquelle il ressort que « la rivière est un bienfait de la nature dont les eaux appartiennent à tous ceux qui peuvent en profiter mais dont personne ne peut intervertir, absorber ou arrêter le cours, en sorte qu'on doit les rendre au-dessous de sa propriété riveraine comme on les a reçues au-dessus ». A partir de 1799, le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, promulgue un nouvel arrêt sur la législation de la rivière. Désormais les autorités compétentes en matière de police de la Bièvre sont les préfets des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise ainsi que le préfet de Police de Paris. Cependant ces deux instances, préfet de département et préfet de Police, entrent rapidement en conflit, nécessitant un décret ministériel du 2 mai 1801 stipulant que la police de la Bièvre *intra* et *extra muros* est du ressort du préfet de Police de Paris (Anckaert, 1999).

A. Les moulins et les blanchisseries

La vente comme biens nationaux des grands domaines seigneuriaux contribuent à l'effondrement de la gestion de la rivière. En effet à ces propriétés, détenues par un seul individu ou aux mains d'une congrégation religieuse, étaient également associés des droits sur les cours d'eau et la plupart des moulins. Avec l'éclatement de ces domaines, on assiste à une multiplication des propriétaires contribuant à l'apparition de conflits au sujet de l'alimentation en eau de ces usines. Les acquéreurs réaménagent leur nouvelle propriété : aussi bien la rivière que les installations hydrauliques. Ainsi en 1809, la veuve Damien, propriétaire de

[42] Arch; nat., O[1] 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle.
[43] Arch. Assistance Publique, Hôtel-Dieu, liasse 975[2], layette 195, n° 5311.
[44] Arch. nat., S. 1575, abbaye de Sainte-Geneviève, Rungis, 1632.
[45] Arch. nat., O[1] 1598, aqueduc de Rungis, XVIIe-XVIIIe siècle.
[46] C'est ce règlement sur la gestion de la rivière qui va perdurer jusqu'à la disparition de ce cours d'eau.

l'ancien domaine de Berny, sollicite l'administration pour le creusement d'un nouveau cours de la Bièvre sur son terrain et l'abandon du grand canal. Une enquête est menée auprès des riverains par le maire de Gentilly, inspecteur de la rivière de Bièvre et le projet est soumis à l'avis de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussée. La demande est acceptée car l'ingénieur souligne que « le nouveau lit qui va être creusé dans la propriété de la dame Damien sera la continuation en ligne droite de la partie du lit actuel situé hors de cette propriété et qui sur une assez grande longueur est en ligne droite ». Il ajoute même « d'où l'on doit conclure que le changement proposé loin de contrarier les dispositions d'un alignement général, dont l'époque peut être très reculée, se trouvera d'accord avec ces dispositions »[47]. Une trentaine d'année plus tard, l'administration du département de la Seine, en charge de la rivière, reconnaît que la Bièvre est « une rivière déplacée de son lit naturel et élevée au-dessus du fond de la vallée afin de procurer des chutes propres à faire mouvoir les roues hydrauliques des moulins. La rivière naturelle est appelée rivière morte ou fausse rivière ; elle sert de décharge à la rivière vive creusée de main d'homme »[48]. De plus, les bâtiments ont subi des transformations et ne servent plus exclusivement à la production de farine. En 1874, il ressort que désormais il n'y a plus que cinq moulins à blé entre Antony et Gentilly, dont un qui ne fonctionne plus depuis la guerre de 1870[49].

Tableau 1. Etat des usines hydrauliques alimentées, dans le département de la Seine, par des cours d'eau non navigables, avec indication de la force motrice, 1874.

Nom	Nature	Commune	Cours d'eau	Force motrice utilisée en cheval vapeur	4. Observations
Moulin de Gentilly	Moulin à blé	Gentilly	La Bièvre	5	Il y a en outre une locomobile de la force de 6 chevaux
Usine de La Roche	Fabrique de capsules pour bouchage	Gentilly	Id.	5	Il y a en outre 2 machines à vapeur de la force de 28 chevaux ensemble
Moulin d'Arcueil	Moulin à blé	Arcueil	Id.	3	Ce moulin est au chômage depuis la guerre
Usine de Cachan	Blanchisserie de laine	Id.	Id.	5	
Moulin de l'Hay	Moulin à blé	L'Hay	Id.	4	Il y a en outre une machine à vapeur de la force de 12 chevaux
Moulin de Berny	Moulin à blé	Fresnes	Id.	6	Id.
Moulin d'Antony	Moulin à blé	Antony	Id.	8	

[47] Arch. nat., F^2 I 947/36, Antony, plan géométrique du parc de Berny avec une petite rivière projetée, 1811.

[48] Arch. de Paris, 6AZ 1292, « Mémoire sur les modifications apportées au régime de la Bièvre *intra et extra muros* depuis 1840 », Direction du Département de la Seine, direction administrative des travaux de Paris. Service technique des eaux et de l'assainissement, Paris, 1902. 50 p.

[49] Arch. de Paris, $D1S^3$ 1, service hydraulique, cours d'eau non navigables ni flottables et usines, affaires générales : instructions ministérielles, 1882-1884 ; état des rivières non navigables et des petites cours d'eau de l'arrondissement de Sceaux : nom, source, lieu d'aboutissement, longueur, communes traversées, usines alimentées, étendues des prairies arrosées ou inondées, réglementation, situation du curage, observations, 1838 ; arrêté préfectoral portant réglementation générale des cours d'eau, 1907.

A la fin du XIXe siècle, les systèmes d'amenée d'eau sont fortement modifiés. Au moulin d'Arcueil, « au chômage depuis la guerre », son propriétaire M. David, un teinturier, est autorisé à supprimer la roue hydraulique et les vannes existant dans son usine, à la condition de remplacer la vanne par un barrage déversoir en maçonnerie et de conserver la chute d'eau existante[50]. En 1900, sur la même commune, M. Sainte-Marie Dupré, fabriquant de capsules métalliques pour le bouchage des bouteilles, demeurant au moulin de la Roche, demande l'autorisation de dériver à ses frais « la Bièvre vive » dans la traversée de sa propriété afin de l'éloigner du moulin où est installée son usine. L'autorisation lui est accordée à la condition que la déviation de la Bièvre vive ait son origine à 80 m en amont de la chute actuelle et débouche dans la berge rive gauche à 150 m environ en aval de cette même chute. Il doit aussi établir, du même côté à l'amont, un barrage déversoir avec une vanne de décharge, et combler les tronçons de la Bièvre aussi bien vive que morte jusqu'au niveau des berges[51]. En 1914, les frères Dagousset, propriétaires du moulin de Gentilly où ils fabriquent de la moutarde, reconnaissent avoir abandonné la chute d'eau de leur moulin[52]. Les moulins ne sont plus aussi les seules industries que l'on voit dans la vallée. Le développement urbain de la capitale chasse des bords de la Bièvre les blanchisseuses et les artisans du cuir qui viennent s'implanter à Gentilly, Arcueil et Cachan. Dans Paris, dès le XVIIe siècle, des mesures sont prises pour la gestion des différents corps de métiers entre eux, entraînant l'éloignement de certains (Berthier, 200). Le lavage du linge ne se fait pas directement dans la rivière mais dans des tonneaux installés sur les berges, puis il est étendu dans les prairies proches, comme la plaine de Gentilly en aval du village soit dans les jardins. A partir de la fin du XVIIIe siècle, pour les contrôler, il est demandé aux blanchisseuses de déclarer leurs tonneaux afin de définir les emplacements, et de prélever des taxes permettant de financer l'entretien de la rivière. En 1837 à Gentilly, un dénommé Rousseau sollicite l'autorisation de construire dans la partie nord-est de sa propriété, longée par la rivière Morte, une « coulerie pour le lessivage du linge, dont les eaux en provenant se perdront dans ce cours d'eau »[53]. Quinze ans après, de nombreuses blanchisseries sont présentes sur la rive gauche de la Bièvre Vive, en amont du moulin de Gentilly[54].

B. L'industrie textile et le travail du cuir

A la fin du XVIIIe siècle, François Jarry, un industriel, se porte acquéreur à Cachan d'un grand terrain « tenant à la rivière de Bièvre, et sur lequel sont plusieurs édifices dont un neuf de 14 mètres de long »[55]. Il est malheureusement mis rapidement en faillite puisque son domaine est vendu l'année suivante. L'acte de vente mentionne sur le grand terrain l'existence d'une manufacture de toile peinte équipée de fourneaux, de cylindres, de chaudières, etc.[56]. Avec le XIXe siècle, il faut remarquer que la généralisation des machines à vapeur provoque une transformation des méthodes de travail. La maîtrise de la force motrice, jadis tributaire des moulins, permet l'utilisation de machines outils pour le travail des peaux (Anckaert, 1999). Plusieurs teintureries s'installent dans la vallée entre Cachan et Arcueil, comme le souligne le projet d'égout départemental en 1874. Pour la même période, à Gentilly, on recense des entreprises travaillant plutôt le cuir[57]. La présence de ces différentes

[50] Arch. de Paris, D4S^{3} 2, rivière de Bièvre hors Paris, Arcueil-Cachan, 1838-1928.
[51] Arch. de Paris, D4S^{3} 2, rivière de Bièvre hors Paris, Arcueil-Cachan, 1838-1928.
[52] Arch. de Paris, D4S^{3} 8, rivière de Bièvre hors Paris, Gentilly, 1829-1928.
[53] Arch. de Paris, D4S^{3} 8, rivière de Bièvre hors Paris, Gentilly, 1829-1928.
[54] Arch. nat., F^{14} 6257, plan des blanchisseries à Gentilly le long de la Bièvre vive, 1850.
[55] Arch. nat., ZZ^{2} 933, bureau des saisies réelles, Arcueil, XVIIIe siècle.
[56] Arch. nat., ZZ^{2} 933, bureau des saisies réelles, Arcueil, XVIIIe siècle.
[57] Archives mun. de Gentilly, 209CD, bornes et bouches d'incendie, 1917-1947 ; Archives mun. de Gentilly, 229CD, canalisation de la Bièvre, syndicats des riverains, 1904-1924.

industries et la mauvaise gestion du cours d'eau suscitent de la part des riverains et des élus une prise en compte de la pollution, notamment du point de vue de l'odorat.

4.1 Un cours d'eau pollué avec des crues fréquentes

A. Une pollution industrielle

Il faut tout d'abord signaler que la plupart des plaintes ne se rapporte pas à la pollution proprement dite, mais à tout ce qui gêne le cours de la rivière, c'est-à-dire les effondrements de berge, les constructions et les prises d'eau. En 1822, il est envisagé de détruire les moulins, établis sur la Bièvre entre l'enceinte des fermiers généraux et la Seine, et de canaliser la rivière afin d'en augmenter le débit. Les moulins sont acquis par la municipalité parisienne à partir des années 1826 et le chantier est décrété d'utilité publique en 1840. Les travaux, menés entre l'enceinte des fermiers généraux, les boulevards Blanqui, et de l'Hôpital sont achevés en 1844, permettant la canalisation des deux bras et la dérivation des égouts qui se jetaient dans le cours d'eau. Toutefois, les résultats ne sont pas à la hauteur et la Bièvre continue de recevoir les rejets des nombreuses industries implantées sur ses rives. Hors de Paris, la situation n'est pas mieux perçue et le projet de canaliser la Bièvre sur les autres communes en amont, est adopté par le Sénat en 1870, mais la guerre et la chute de l'Empire interrompent de nouveau les études (Anckaert, 1999).

Tout au long de la seconde moitié du XIXe siècle, l'élément fédérateur des nombreuses plaintes des habitants de la vallée touche à la présence d'une féculerie à Antony. Ainsi en 1862, au cours du conseil municipal d'Arcueil-Cachan, les élus font observer que les eaux de la rivière de Bièvre dans leur commune « exhalent une odeur de plus en plus infecte et que cette année surtout, elles sont devenues d'une puanteur insupportable. La grande mortalité qui a eu lieu à Arcueil après le curage de la rivière dans les mois de septembre et octobre derniers, où l'on a compté jusqu'à 38 décès. Eu égard à la population et comme on n'a jamais vu, même dans les années du choléra, autant de morts. Que la cause principale de ces exhalations fétides, produites par la corruption des eaux qui en deviennent toutes noires, est l'établissement de deux fabriques de fécules de pomme de terre situées depuis plusieurs années à la Croix de Berny, commune d'Antony, Seine, dont les résidus en s'écoulant, gâtent la rivière tout le long de son parcours : que déjà l'on a pétitionné contre cet état des choses, qu'il avait été prévu par l'administration plusieurs mesures de désinfection, mais qui probablement sont insuffisantes ou ne sont point exécutées »[58]. En réponse, en 1867, les ingénieurs remarquent que toutes les industries, ainsi que le déversement des égouts et des ruisseaux des localités voisines sont en fait responsables de cet état. Ils proposent alors, non pas de traiter la Bièvre comme à Paris, c'est-à-dire de la canaliser, mais plutôt de construire un collecteur d'eaux usées latéral à la rivière. Les travaux débutent en 1878, à partir du moulin de Cachan et traversent la commune de Gentilly pour rejoindre la Seine à Paris[59]. Malgré cette construction, les plaintes se poursuivent. En 1896, 185 riverains de la rivière, demeurant à Cachan, écrivent une pétition au sujet de la même féculerie qui du fait de son nouvel essor ne dispose plus d'assez de champs d'épandage. L'égout latéral est également remis en cause, les habitants lui reprochent de recueillir les eaux des sources existantes sur le

[58] *Catalogue des inventaires des délibérations des conseils municipaux microfilmées, 1789-1940*, Archives départementales du Val-de-Marne, Créteil, 1982, p. 10.

[59] Arch. de Paris, 6AZ1292, « Mémoire sur les modifications apportées au régime de la Bièvre intra et extra muros depuis 1840 », Direction du Département de la Seine, direction administrative des travaux de Paris. Service technique des eaux et de l'assainissement, Paris, 1902. 50 p.

coteau[60]. Au début du XXe siècle, le conseil municipal d'Arcueil-Cachan demande que l'administration départementale prenne des mesures énergiques à l'égard de la féculerie d'Antony, dont les eaux résiduaires déposées dans l'égout dégagent des mauvaises odeurs. L'administration répond simplement que « la féculerie a arrêté sa fabrication de fécule depuis un mois faute d'approvisionnement de pommes de terre, et que ces eaux proviennent uniquement du lavage des ateliers et des réserves des bassins de dépôt »[61].

B. Les inondations

A ces conflits menés contre quelques industries de la vallée, des plaintes apparaissent au sujet des crues de la rivière et là encore les avis vont diverger sur la manière de gérer les crises. Ainsi en 1891, la Chambre consultative d'Agriculture de Sceaux émet un vœu au sujet des inondations de la Bièvre. Elle demande que pour prévenir les inondations, lorsque le niveau des eaux de la rivière monte, de lever régulièrement matin et soir, ainsi que pendant la journée, la vanne métallique établie aux abords du lavoir de la commune d'Antony. Elle souhaite également qu'« en vue d'empêcher les débordements, la vanne située à 500 m en aval du moulin de L'Haÿ soit maintenue levée dés qu'une crue est prévue, et que l'Administration fasse établir des avertisseurs électriques partant du moulin et destinés à prévenir de l'invasion imminente des eaux, les ouvriers occupés au curage dans les égouts du Département et de la Ville de Paris »[62]. A la lecture des nombreux mémoires, il ressort que de nombreuses inondations sont dues aux violents orages d'été[63]. Cependant les décisions prises dans certaines communes peuvent contribuer à l'inondation des autres. Ainsi, en aval d'Antony, en 1896, les « cantiniers et logeurs » établis sur des terrains en contrebas des nouvelles prisons en construction à Fresnes, se plaignent d'avoir été inondés par suite du relèvement du plan d'eau de la Bièvre au moulin de L'Haÿ[64]. Il résulte de l'analyse des documents que leur campement était installé dans les terrains marécageux, assainis par des rigoles évacuant l'eau dans le lit de la rivière, situés en rive droite de la Bièvre en contrebas des berges[65]. Trente ans plus tard, ce même secteur est de nouveau sous les eaux en 1926[66].

A Gentilly, les maisons en bordure de la rue Raspail sont envahies par la rivière Morte et cela malgré la levée des vannes de décharge par le garde-rivière en 1910[67]. L'ensemble des communes est concerné par les crues. A Cachan, en 1931, le débordement de la Bièvre entraîne l'inondation des chaudières des blanchisseurs, et des sous-sols de plusieurs maisons, notamment celles de l'avenue Dumotel, des rues de Strasbourg et de Metz (Desguine, 1975).

4.2 Une gestion plus saine de la rivière ?

A. La couverture des cours d'eau et la mise en place d'égouts

Les plaintes des riverains, relayées par les édiles municipales, des communes traversées par la rivière et les nombreux bras, contribuent à une réflexion sur la nécessité de couvrir le cours d'eau. Plusieurs projets, ébauchés à partir des années 1860, sont ralentis ou abandonnés du fait de la guerre de 1870. En 1878, il existe encore huit bras morts dans la partie amont du

[60] Archives de la Seine, D3S^{3} 3, rivière de Bièvre hors Paris, égout latéral : construction entre le moulin de Cachan et les fortifications de Paris, 1874-1880 ; canalisation à Arcueil et Gentilly, 1886-1898 ; doublement de ce collecteur, 1921-1926.
[61] Archives mun. d'Arcueil, O§ 1, O^{1}-217, dossier 2, égout latéral de la Bièvre, 1872.
[62] Arch. de Paris, D4S^{3} 1, rivière de Bièvre hors Paris, Antony, 1821-1933.
[63] Arch. dép. des Hauts-de-Seine, D3S8/2 Antony, assainissement, XIXe-XXe siècle.
[64] Archives de Paris, D4S^{3} 7, rivière de Bièvre hors Paris, Fresnes, 1840-1930.
[65] Arch. de Paris, D4S^{3} 7, rivière de Bièvre hors Paris, Fresnes, 1840-1930.
[66] Arch. de Paris, D4S^{3} 7, rivière de Bièvre hors Paris, Fresnes, 1840-1930.
[67] Arch. mun. de Gentilly, 229C, la Bièvre, 1855-1926.

département de la Seine, dont deux à Arcueil. Celui, coté de la rive gauche, qui se termine en aval du moulin de la Roche, est supprimé en 1878[68]. Des particuliers sollicitent l'administration à la fin du XIXe siècle pour dériver à leur frais la rivière Morte hors de leurs terrains à Gentilly. Les ingénieurs du département de la Seine mentionnent en 1897 les travaux de construction de « l'égout latéral de la Bièvre » entre le moulin de L'Haÿ et les prisons de Fresnes[69]. Deux ans plus tard, la préfecture de la Seine décide de recouvrir et de canaliser une première partie de la Bièvre à Arcueil-Cachan (Desguine, 1975). Les nouveaux aménagements mettent en évidence quelques incohérences. Ainsi en 1904, le maire de cette commune souligne que par suite de la suppression de la Bièvre morte, lors de l'ouverture du chemin de Grande communication n° 57, recouvrant la Bièvre vive, une partie de l'égout situé dans la rue de l'Abreuvoir n'a plus d'issue, bien qu'il continue de recevoir les eaux de la chaussée et d'une propriété riveraine. Il demande que ce tronçon d'égout soit rapidement raccordé à la section qui débouche actuellement dans la Bièvre vive couverte[70]. En 1909, le conseil général de la Seine poursuivant la couverture de la Bièvre sur toute la traversée de Cachan en supprimant des bras morts, crée de nouvelles voies de circulation, comme les avenues Dumotel, Vatier jusqu'à L'Haÿ au « Petit Robinson ». La Bièvre vive au niveau du moulin de Cachan est également remblayée ainsi que les puits artésiens de la plaine. Dans la traversée du centre de Cachan, le cours d'eau est soit supprimé soit canalisé par une cunette en béton armé susceptible d'être recouverte par la suite, sauf sous l'avenue Georgeon où elle fut mise en galerie lors de l'aménagement et la percée de cette rue à la même époque. Ce travail de mise en cunette à ciel ouvert répond à la forte pression des blanchisseurs qui redoutaient la couverture totale de la rivière[71]. Pendant la Première Guerre mondiale, le chantier se poursuit sur Arcueil-Cachan[72]. Durant les années 1920, à Gentilly, plusieurs industriels réclament la couverture de la Bièvre et participent même à son financement[73]. En 1926, la rivière Morte est placée dans une canalisation entre la rue du Paroy et l'avenue Jean-Jaurès[74]. A L'Haÿ, la rivière Morte est remplacée par une canalisation en ciment de 1,60 m de diamètre[75]. En 1931, la couverture de la Bièvre est sollicitée entre le lieu dit « le moulin de Cachan » et la Poterne des Peupliers » (Desguine, 1975). La Seconde Guerre mondiale interrompt les travaux de couverture qui ne reprennent finalement que dans les années 1950. Ainsi, *Le Journal de Cachan*, en 1951, annonce la reprise du chantier par les services du département de la Seine et non plus aux seuls frais des communes (Desguine, 1975). Les derniers travaux de couverture sont réalisés, en 1953, à L'Haÿ. Cependant, il faut signaler, la même année, la continuité d'un conflit opposant, depuis une vingtaine d'années, les pêcheurs du « lac de Tourvoye » avec le propriétaire de la cidrerie Caumont établie à Wissous : le rejet des eaux résiduaires de cet établissement entraîne la pollution et une forte mortalité des poissons. Un égout est construit en place entre la cidrerie et Antony afin de stopper cette dégradation du milieu[76].

B. Les bassins d'Antony et de L'Haÿ

---

[68] Arch. de Paris, 6AZ1292, « Mémoire sur les modifications apportées au régime de la Bièvre intra et extra muros depuis 1840 », Direction du Département de la Seine, direction administrative des travaux de Paris. Service technique des eaux et de l'assainissement, Paris, 1902. 50 p.

[69] Archives des Hauts-de-Seine, D3S8/2 Antony, assainissement, XIXe-XXe siècle. Cet égout doit se prolonger jusqu'à Antony.

[70] Arch. mun. d'Arcueil, O§ 1, O1-217, raccordement des deux tronçons de l'égout de la rue de l'Abreuvoir, affaire Vve Pupier, 1904.

[71] DESGUINE (A.), Recherches *sur la Bièvre à Cachan, Arcueil et Gentilly*, Puyraimond, 1975, p. 280.

[72] Arch. de Paris, D4S3 2, rivière de Bièvre hors Paris, Arcueil-Cachan, 1838-1928.

[73] Arch. mun. de Gentilly, 229CD, canalisation de la Bièvre, syndicats des riverains, 1904-1924.

[74] Arch. mun. de Gentilly, 229C, la Bièvre, 1855-1926.

[75] Arch. de Paris, D4S3 9, rivière de Bièvre hors Paris, L'Hay-les-Roses, 1885-1932.

[76] Arch. dép. Essonne, 7S 168, bassin de la Bièvre, ruisseau de Vauhallan, ru de Rungis, 1931-1955.

En 1931, des terrains, situés au lieu-dit « les prés d'Antony », sont cédés gratuitement au département de la Seine afin que celui-ci fasse construire un bassin de retenue sur la Bièvre à Antony. Ces travaux sont liés avec le projet de construction d'un canal destiné à remplacer la Bièvre et la fausse Bièvre à Antony[77]. Cependant, l'acquisition de tous les terrains n'ayant pas pu se faire à l'amiable sur l'ensemble du tracé, le projet a été déclaré « d'utilité publique » par arrêté préfectoral du 13 septembre 1933. Toutefois, il faut noter que les expropriations se poursuivent toujours en 1935[78]. En aval d'Antony, et durant la même période, il est envisagé la construction, sur la commune de L'Haÿ, d'un bassin de retenue d'eau afin « d'emmagasiner pour une courte durée, en cas de crue, les eaux venant de l'amont tant de la vallée de la Bièvre que de celles de la Fontaine au Moulin, de façon à régulariser l'écoulement des eaux et à prévenir les inondations ». Selon un rapport de l'ingénieur en chef des Ponts du département de la Seine, du 25 janvier 1932, « ce bassin se trouvera sur la Bièvre, un peu en aval du débouché dans cette rivière du futur collecteur d'eaux pluviales, qui doit servir d'émissaire aux eaux de la vallée de la Fontaine du Moulin... La partie amont se trouvera protégée de même façon par des bassins de retenue placés sur la Bièvre à Antony et sur le ru de la Fontaine du Moulin à Sceaux et Fontenay. L'établissement de ces ouvrages fait partie du programme de l'assainissement général, qui a été établi par le Service spécial constitué à cet effet et qui a prévu l'organisation de l'assainissement en système séparatif en cette région »[79].

5. Conclusion

L'étude historique des aménagements hydrauliques de la rivière de Bièvre depuis le Moyen Age montre la mise en place dès le VIIIe siècle d'ouvrages de régulation de la rivière, avec notamment la découverte des vestiges d'un bief d'environ 2,50 m. de large sur la commune d'Arcueil. L'analyse des sources historiques complète les données archéologiques en fournissant des informations à partir du XIe siècle, permettant ainsi de recenser plus de onze moulins à blé, sept sur la Bièvre et quatre sur le ru de Rungis. Au cours du Moyen Age, les zones marécageuses dues aux nombreux bras de la Bièvre sont drainées et mises en culture et plusieurs artisanats apparaissent sur les bords de la rivière. Ces modifications du paysage transforment le cours originel de la rivière en simple fossé, alors que les biefs de moulins prennent le nom de « rivière vive » voire même celui de Bièvre. Avec la construction de l'aqueduc Médicis et le captage des sources autour de Rungis, le régime hydrique du ru est totalement modifié. Il ne peut plus suffire au fonctionnement des moulins établis sur son cours entraînant leur disparition. Les différents propriétaires de moulins, de grands domaines traversés par la rivière, semblent parfaitement contrôler et gérer la Bièvre, les conflits sont rares durant l'Ancien régime. Au cours de l'époque industrielle, des rivalités apparaissent entre les détenteurs d'usines, et l'organisation du curage devient difficile tout comme le prélèvement de taxes pour le financer. Ces différentes données ajoutées entre elles contribuent à convertir la rivière et ses nombreux bras morts en véritable égout. Les nombreuses plaintes des riverains obligent les nouveaux gestionnaires de la rivière à intervenir en construisant l'égout départemental. Cependant ces projets de gestion de la rivière entrepris et dans certains cas pensés dès la seconde moitié du XIXe siècle seront ralentis par les guerres successives et la couverture de la Bièvre ne s'achèvera finalement que dans les années 1950. De plus, malgré le début de la couverture du cours d'eau et la mise en place d'un important réseau d'égouts, des bassins de retenue d'eau sont édifiés afin de lutter contre les inondations les communes

[77] Arch. de Paris, D4S^{3} 1, rivière de Bièvre hors Paris, Antony, 1821-1933.
[78] Arch. dép. des Hauts-de-Seine, D3S8/2 Antony, assainissement, XIXe-XXe siècle.
[79] Arch. de Paris, D4S^{3} 9, rivière de Bièvre hors Paris, L'Hay-les-Roses, 1885-1932.

d'Antony et de L'Haÿ. La gestion des inondations ainsi que la lutte contre la pollution du milieu naturel se poursuit encore de nos jours, puisqu'au cours des trente dernières années, d'autres aménagements sont apparus : trois bassins de stockage ont été construits, deux dans la vallée (à l'Haÿ-les-Roses et à Arcueil) et le dernier à Vitry-sur-Seine sur l'émissaire de Villejuif qui relie la vallée de la Bièvre à la Seine.

Bibliographie

Anckaert J. (1999). *La Bièvre parisienne. Son assevissement, sa capture, sa disparition (1902-1912)*, thèse d'Histoire, EPHE, section des Sciences historiques et philologiques 3 volumes.

Anger dom (1906). *Les dépendances de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, p. 133.

Bader V.-M. (1998). *Etude géomorphologique de la vallée de la Bièvre ou à la recherche d'une rivière perdue*, maîtrise de Géographie, Université de Paris XII, 106 p.

Benoit P., Berthier K. (2001). L'alimentation en eau des villes, *L'Ile-de-France au Moyen Age*, catalogue d'exposition, Tome 2, p. 201-205.

Berthier K. (2000). Teinturiers et drapiers dans le bourg Saint-Marcel aux XVe et XVIIe siècles, dans Mémoires de la Fédération des Sociétés Historiques et Archéologiques de Paris et d'Ile-de-France, actes du colloque *Artisanat, Industrialisation et désindustrialisation en Ile-de-France*, Tome 51, p. 77-84

Busson D. (1998). *Carte archéologique de la Gaule, Paris-75*, Paris, 609 p.

Bresc-Bautier G. (1992). Fontaines et fontainiers sous Henri IV, *Les Arts au temps d'Henri IV*, actes du colloque de Fontainebleau de 1989, Pau, p. 93-120.

Champion E. (1996). *Moulins et meuniers carolingiens dans les polyptyques entre Loire et Rhin*, Saint-Etienne, 96 p.

Desguine A. (1971). *L'aqueduc Médicis à Arcueil-Cachan*, Bibliothèque de l'Ecole des Travaux publics, Cachan, 155 p.

Desguine A. (1975). *Recherches sur la Bièvre à Cachan, Arcueil et Gentilly*, Puyraimond, 476 p.

Grodecki C. (1986). Histoire de l'art au XVIe siècle, (1540-1600), tome II. Sculpture, peinture, broderie, émail et faïence, orfèvrerie, armures, *Documents du Minutier central des notaires de Paris*, Paris, 388 p.

Lohrmann D. (1989). Le moulin à eau dans le cadre de l'économie rurale de la Neustrie (VIIe-IXe siècles), dans ATSMA (H.), éd. , *La Neustrie. Les pays au nord de la Loire de 650 à 850*, actes du colloque historique international, Sigmaringen, tome 1, p. 367-404.

Naudet Fr. (2001). *Carte archéologique de la Gaule, Val-de-Marne-94*, Gap, 168 p.

Mousset Fl. (1995). *Cachan. Ecole Normale Supérieure*, rapport de diagnostic, 13 p.

Portes R. (2005). *L'eau dans les jardins royaux au XVIIe siècle : les Tuileries, le Luxembourg et le Jardin des Plantes*, mémoire de DEA d'Histoire, université de Paris 1, non paginé.

Rodriguez P., Fleury-Chassignol L. (1998). *Bassin de retenue à Arcueil. Le moulin de la Roche*, diagnostic archéologique, 84 p.

Veyssière L.-L. (1947). *Un village et un hameau du Hurepoix. Deux communes du département de la Seine, Arcueil et Cachan. Essai de monographie*, Arcueil, 205 p.

1-JSE-2007-Berthier-HAL-2007-12-13.doc (version du 0 XXX 0000)